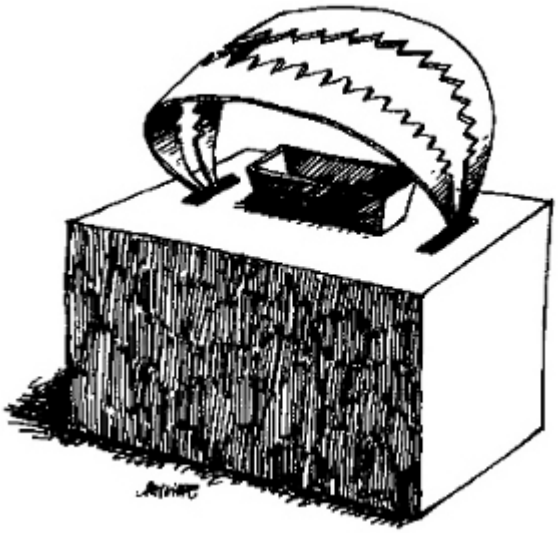
Article écrit le 20 octobre 2010 par un militant de Bordeaux et paru dans le Combat Syndicaliste n°231 – janvier/février 2011.

VOYEZ COMME ON S’HAINE

L’UMP n’est pas notre ennemi. Pour être plus précis : l’UMP n’est pas notre seul ennemi.

Notre syndicat avait répondu présent en ce début de mois d’octobre (sans grande conviction) à l’appel à se rassembler devant le siège du parti à Bordeaux. Mais là encore, on s’est fait balader, d’après certains syndicats, par les partis politiques ; tout cela n’était pas très clair… Et comme le disait un compagnon, « j’aurais préféré faire ça devant le siège du MEDEF ». Attaquer le maître lui-même plutôt que ses valets.

Lors d’une des journées de manif de septembre, on a pu lire sur quelques pan-cartes « Remboursez la vaseline ! ». Quelle vaseline ? C’est pas son genre à Sarkozy de mettre les formes et de faire passer les choses en douceur ; lui il y va franco, sans préliminaires, à sec et avec parfois une poignée de graviers. Le côté bons sentiments, je te caresse dans le sens du poil, c’est un truc de la gauche ça. Du moins cette chose qui ose encore affirmer avoir des valeurs de gauche. La gauche aujourd’hui, c’est exactement comme la droite, mais en plus polie. Et c’est là qu’il faut se méfier parce que c’est quand on s’y attend le moins que crac !, on se fait enfiler en beauté. Mais là, c’est fait avec finesse, avec tact. Tout juste si tu t’en es aperçu…
Si l’on arrivait à faire plier l’actuel gouvernement sur la question des retraites (et ce serait pas mal non plus de le faire plier sur nombre d’autres sujets), il ne faudrait pas que le peuple voit, en élisant la gauche aux prochaines présidentielles, une porte de sortie libératrice, un changement salvateur – souvenons-nous de la liesse populaire, lors de la première élection de Mitterrand, qui est retombée comme un soufflé.



Ni gauche ni droite : abstention

C’est la réforme des retraites qui a mis le feu au poudre. Prenons donc ce sujet comme exemple pour établir une petite comparaison et bien comprendre que dans les deux cas, on fonce droit dans le mur. Prenons tout d’abord le cas de Guillaume Sarkozy, directeur général de la société Malakoff-Médéric, et de son petit frère Nicolas, président de la République française. Pas besoin d’avoir inventé le fil à couper le beurre – beurre que ces chiens de patrons s’accaparent alors qu’ils ont dé- jà l’argent du beurre, et les épinards en sus – pour faire le lien : Nico supprime le système des retraites par répartition et Guigui engrange la thune avec tous ceux qui auront les moyens de cotiser dans le privé. Clair, net, sans bavure.
Côté gauche, par contre, ils ont une image de « gentils » à entretenir, faut faire ça en loucedé. Par exemple qui sait que Strauss-Kahn est aussi (et avant tout ?) directeur général du FMI ? Ce même FMI qui préconise dans un rapport du 6 octobre 2010 « une hausse de deux ans de l’âge légal de la retraite ». Et hop, ma main au feu qu’une fois au pouvoir, le PS nous sortira que bon, ça leur fait pas plaisir de nous faire bosser plus longtemps, mais on ne peut pas faire autrement, c’est quand même le FMI qui le dit ; c’est des cadors en économie les gonzes, comme le COR pour les retraites… Et voilà.



Ne pas se tromper de cible

Les moyens diffèrent mais le but est le même. Et l’on pourrait étayer ces similitudes par bien d’autres exemples, le plus récent me revenant en tête étant les déclarations du PS sur la capacité de la gauche à instaurer une politique sécuritaire tout aussi répressive que celle de l’actuel gouvernement. On dirait bien que les contraires s’attirent de plus en plus… De quoi tomber dans le cliché « tous pourris », mais franchement, il suffit de les écouter.
Gauche, droite ou centre ne sont que des émanations du système capitaliste, et ce dernier n’est qu’une forme de domination. Le capitalisme et le pouvoir, voilà les cibles. La grosse question est maintenant pour moi – et je l’espère pour nombre d’entre nous – de trouver comment expliquer, à défaut de convaincre, aux travailleurs, salariés, chômeurs, étudiants que ce n’est sûrement pas par les urnes qu’ils amélioreront leurs conditions de travail et de vie.